

«L'Eglise doit comprendre le monde dans lequel elle vit»

GENÈVE • Charlotte Kuffer prendra ses fonctions à la tête de l'Eglise protestante le 1<sup>er</sup> juillet.

Elue à la présidence de l'Eglise protestante de Genève (EPG), Charlotte Kuffer prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> juillet. Née en 1952, cette psychologue et logopédiste de formation a travaillé dix ans au Service médico-pédagogique, avant de s'engager dans la formation œcuménique en catéchèse. Depuis 2007, elle assure la vice-présidence du Conseil du Consistoire.

Est-ce parce que l'Eglise protestante va mal qu'elle lit une psy à sa tête?

Charlotte Kuffer: [rires] Au-delà de la boutade, il n'y a aucun lien à faire entre ma formation et le poste que je vais occuper. C'est mon parcours au sein de l'Eglise depuis vingt ans qui m'y a conduit. Malgré tout, ces deux voies – la psychologie et la théologie – se complètent. Il est important de percevoir l'homme dans sa complexité. Comprendre ses réactions face au changement, ses peurs, sa nostalgie, permet de raisonner plus harmonieusement.

Malgré tout, tant les contributions financières que la participation aux cultes diminuent... Est-ce une fatalité?

C'est sûr que nos moyens sont limités, ce qui rend notre tâche beaucoup plus difficile. En ce sens, l'appui de notre communauté est indispensable, je ne vais pas dire le contraire. Mais nous vivons aujourd'hui dans un monde individualiste. Contrairement au passé, les gens ont autre chose à faire le dimanche que d'aller à l'église. Chacun réfléchit par lui-même à sa spiritualité. Je défends cette liberté, mais il faut également respecter les compétences de l'Eglise – qui ne sont pas exclusives – pour accompagner les gens dans les moments difficiles de la vie.

Quelles doivent être les missions de l'EPG aujourd'hui?

Nous devons parvenir à transmettre nos valeurs, celles de l'Evangile, d'une manière adaptée, avec une interprétation qui tient compte du contexte actuel. Nous ne sommes plus au XVI<sup>e</sup> siècle! Aujourd'hui, une Eglise doit comprendre la sociologie du monde dans lequel elle vit. D'autre part, nous avons une mission de solidarité auprès des plus démunis, affaiblis et discriminés. C'est tout l'enjeu des aumôneries œcuméniques.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR MARIO TOGNI

# Débat laïque ou démagogique?

BURQA • Peur d'une montée du fondamentalisme musulman ou nouveau sursaut de la France laïque et républicaine? En augmentation, le port de la burqa inquiète.

ISOLDA AGAZZI

Deux femmes en burqa au pied de la tour Eiffel. Ce n'est pas un photomontage, mais une réalité devenue de plus en plus fréquente dans la France du troisième millénaire. Du moins à en croire le député communiste André Gérin, qui a demandé une réflexion générale sur l'opportunité d'interdire cet accoutrement obscurissant, pour ne pas dire obscurantiste. Après que Nicolas Sarkozy a renchéri en affirmant que «la burqa ne sera pas la bienvenue sur le territoire de la République», une mission parlementaire sera mise sur pied pour enquêter sur la question du port du voile intégral en France.

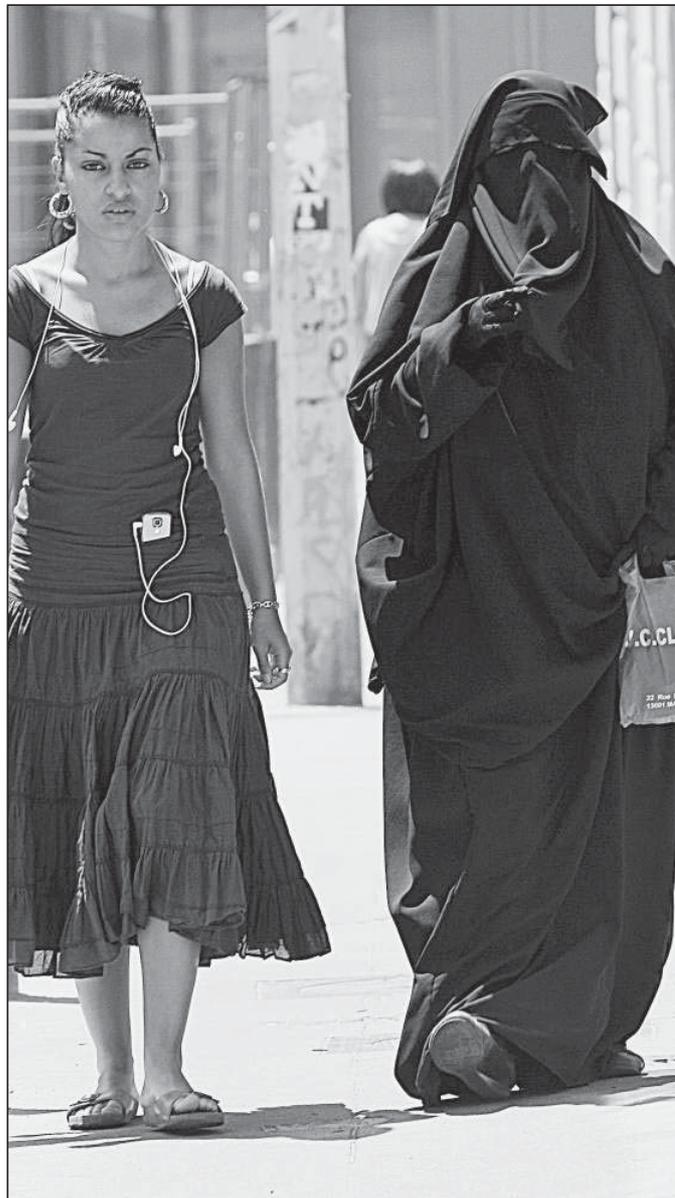
S'engouffrant dans la brèche, Christophe Darbellay, président du Parti démocrate-chrétien, a souhaité qu'un débat ait lieu en Suisse aussi. Pour l'instant, la plupart des politiciens qui se sont exprimés dans la presse trouvent l'interdiction contre-productive, le nombre de femmes entièrement voilées étant dérisoire en Suisse – il s'agit surtout de quelques Saoudiennes et musulmanes du Golfe fortunées qui déambulent en été sur les quais de Genève.

En France, le débat est autrement plus virulent et il rappelle celui sur l'interdiction du foulard dans les écoles publiques. Celui-ci avait fait couler beaucoup d'encre bien au-delà de l'Hexagone, au point que Barack Obama y avait fait une allusion discrète, mais désapprobatrice, dans son célèbre discours du Caire. Au nom du respect des droits humains, la rapporteuse spéciale sur la liberté de religion, Asma Jahangir, avait alors estimé que toute femme doit pouvoir choisir librement de se couvrir. A ce jour, l'experte pakistanaise ne s'est pas exprimée sur le port du voile intégral.

La burqa est-elle dangereuse?

Il faut dire que la burqa, ou niqab, est autrement plus chargée émotionnellement. Les Occidentaux, mésusés, l'avaient découverte dans l'Afghanistan des talibans et elle était devenue le symbole de l'oppression de la femme sous le régime des sinistres étudiants en religion.

Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, a souhaité un débat parlementaire sur la question «en raison des progrès du fondamentalisme dont le voile intégral est l'illustration». Les responsables religieux et les sociologues insistent sur l'aspect marginal de la burqa en France, ce qui serait le fait d'une minorité de musulmans, les saffistes, estimés à environ



En France, le débat sur la burqa rappelle, par son intensité, celui sur l'interdiction du foulard dans les écoles publiques. KEYSTONE

cinq mille personnes, hommes et femmes confondus. Le mouvement est relativement récent en France et ses fidèles plutôt jeunes.

Alors, la burqa est-elle dangereuse? Elle peut l'être, pour Mahdi Jahandar, un chercheur iranien qui a réalisé un film sur la place de la Vierge Marie dans la religion musulmane. Pour ce

spécialiste du dialogue interreligieux, il ne faut pas se voiler la face: «Dans les sociétés occidentales, pouvoir identifier le visage d'une personne sur les documents d'identité est indispensable à la sécurité. Certains attentats en Iraq ont été commis par des femmes, ou par des hommes, qui se cachaient sous la burqa.»

Paris Kaboul, même combat?

La très grande majorité des musulmans considérant que le Coran n'oblige pas la femme à se couvrir le visage, «donner une telle image de l'islam sert les intérêts de ceux qui veulent défigurer l'Occident et de ceux qui veulent défigurer l'islam, en lançant des croisades à la Ben

Laden. Ce sont les deux côtés d'une même médaille», analyse le chercheur. Pour qui porter la burqa est un geste provocateur qui n'a rien de neutre, même s'il ne faut pas l'imputer à la femme individuellement, mais à ceux qui affichent des positions extrémistes. Et comme «des masses suivent les apparences», cela peut être dangereux.

C'est le contexte culturel qui compte: «Porter la burqa dans un village afghan, ce n'est pas comme la porter ici. De même que les Occidentaux, en Afghanistan, ne peuvent pas obliger les femmes à montrer leur visage sous prétexte de modernisation», souligne Mahdi Jahandar. Florence Aubenas, la grande reporter française, racontait que certaines Afghanes lui avaient avoué enlever la burqa devant les caméras de télévision pour se conformer à l'image que le monde se faisait de leur pays libéré des talibans. Mais qu'elles remettaient aussitôt l'habit traditionnel qu'elles portaient de leur plein gré.

«Importé comme le jean»

Il n'y a pas de montée de l'intégrisme en France. C'est l'avis de Khadija Mohsen, chercheuse à l'Institut français des relations internationales, pour qui on ne peut pas associer burqa et terrorisme. «Il faut voir au cas par cas ce que le voile intégral représente pour ces femmes, analyse-t-elle. Beaucoup de choses ont été dites sur la soumission de la femme, mais nous vivons dans un monde globalisé où les modes sont influencées par les télévisions satellitaires. On importe ce comportement vestimentaire comme on a importé le jean.»

La spécialiste des questions de sécurité reconnaît que la burqa renvoie à quelque chose de négatif, associé au terrorisme. «Certaines vont poser des bombes en jean. On n'est pas face à un mouvement global, mais à des cas isolés qu'il ne vaut pas la peine de stigmatiser.»

Justement, une mission parlementaire pour mieux comprendre le phénomène ne serait-elle pas opportune? Elle ne le croit pas: «Sur quoi va-t-elle déboucher? Et qui va débattre? Si ce sont des féministes et des gens sensibles aux droits de l'homme, on ne va pas avancer. Il faudrait pouvoir interroger ces femmes elles-mêmes.» Le mieux est donc de les laisser vivre en paix, sans prétexter leur manque de socialisation: des tas de femmes vont recluses, déprimées, mais on ne s'en occupe pas. «Ces femmes ne sont pas dans l'espace public. Elles ne peuvent ni enseigner, ni travailler, ni représenter la République française. Mais chaque fois que la classe politique est en crise, on focalise sur le voile», conclut-elle.

INFOSUD

## LES EVÊQUES INTÉGRISTES ORDONNENT TREIZE PRÊTRES SAINT-PIE X

Tour de force de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X! Selon le site *Slate.fr*, les évêques ont ordonné treize prêtres le 19 juin aux Etats-Unis, contenant à une interdiction formelle du pape. La Fraternité a déjà annoncé vouloir procéder à de nouvelles ordinations prochainement. PDR

## EN SUISSE, LES DONNÉES SUR LA BURQA MANQUENT

Les touristes saoudiennes, quelques citoyennes et résidentes qui se baladent dans la rue, voilà l'éventail des données disponibles sur la burqa en Suisse. A part ça, il n'existe pas d'informations quantitatives ou qualitatives sur la question, vu l'exiguïté du phénomène. «La tendance est en augmentation parce que cela devient visible quand le nombre de burqas passe de un à trois. Mais ce n'est même pas le cas», ironise Stéphane Lathion, maître assistant en sociologie des religions et membre du groupe de recherche sur l'islam en Suisse (GRIS).

En Suisse, si des données sur l'islam en général sont rares, leur absence est totale sur le port de la burqa. «Le Programme national de recherche (PNR) 58, sur les «collectivités religieuses, l'Etat et la société», inclut quatre projets sur l'islam. Aucun d'entre eux ne touche à cette question», indique le chercheur. Mécontent par ailleurs une information parue mercredi dans nos colonnes, Stéphane Lathion indique qu'il ne se prononce pas en faveur d'une interdiction de la burqa en Suisse. «La burqa n'est

pas encore un vrai problème en Suisse. Ce qui me semble important, c'est que, avant de prendre une décision, nos autorités prennent bien la mesure des conséquences. Pour l'heure, il n'est pas nécessaire de légiférer, mais il est important d'en débattre.» Le chercheur se dit par ailleurs persuadé que «bon nombre» des femmes portent volontairement cet habit, qui «ne constitue pas un danger, parce qu'il n'est pas lié à des revendications politiques. C'est un problème d'intégration.» PABLO DE ROULET